

L'histoire politique d'hier à aujourd'hui

Julien Massicotte, Université de Moncton

Visiblement, la question de l'histoire nationale, que l'on assimile vite et automatiquement, mais à tort, à l'histoire politique, demeure une corde sensible suscitant facilement les émois. L'une des conséquences flagrantes du déclin de l'histoire politique/nationale (si l'on accepte provisoirement 1-l'amalgame rapide des deux, et 2- la conclusion de son déclin) est la réappropriation par des acteurs provenant d'autres champs, notamment du champ politique, d'enjeux historiens et mémoriels.

En parallèle, un autre débat se déroule où l'enjeu central est l'importance que l'on doit accorder à la date de [1812](#) : les acteurs politiques, menées par le gouvernement conservateur, cherchent à faire de la date un moment important de l'histoire canadienne. Ces démarches s'inscrivent dans des efforts politiques de renouvellement du nationalisme canadien. Plusieurs historiens ont décrié la manœuvre, mais il faut tout de même tirer certaines conclusions de ce débat : si les historiens cessent complètement de s'intéresser à l'histoire politique (ou nationale), d'autres le feront à leur place; ils le feront sans l'obligation de méthode, de rigueur et de distance qui vient avec la profession d'historien, avec d'autres intentions que celle de mieux comprendre le passé. Délaisser complètement l'histoire politique, ou s'y intéresser par la bande, un peu comme le clament les tenants de l'histoire sociale dans ce débat, n'est pas sans conséquence.

Plusieurs lectures de ce débat sont possibles, et les intervenants ont évidemment chacun la leur. Un point sur lequel peu ont mis l'accent, sauf les quelques défenseurs de l'histoire sociale comme Denyse Baillargeon, est la fluidité de ces paradigmes à l'heure actuelle. Qui aujourd'hui peut véritablement croire ne faire que de l'histoire sociale, sans aucune dimension politique, et vice-versa? Des historiens comme [Martin Petitclerc](#) ou [Martin Pâquet](#) ont récemment fait état dans leurs travaux respectifs de cette circulation entre différents paradigmes « concurrents » en histoire. Dans la pratique, dans la recherche concrète, dans le travail de l'historien, rien n'est noir ou blanc comme le prétendent la plupart des intervenants du débat. On considère que les différences qui séparent l'histoire sociale et l'histoire politique (ou nationale) sont non seulement réelles et importantes, mais insurmontables. Qu'il n'existe pas de points communs entre les deux perspectives, qu'elles sont automatiquement mutuellement exclusives. Or, comme le rend compte le texte de Baillargeon et d'autres textes, l'histoire sociale peut déboucher sur des phénomènes qui concernent l'histoire politique, et vice-versa, et ce, malgré les différences notables entre les deux perspectives.

Or, plusieurs praticiens de l'histoire sociale, comme Yves Tremblay, concèdent aujourd'hui que le politique et la nation ont leur place et jouent un rôle important dans la lecture que l'histoire sociale fait du passé (à cet effet, voir par exemple l'entrevue que j'ai menée avec l'historienne acadienne [Nicole Lang](#)). Il est essentiel de bien comprendre la conception particulière de l'histoire politique qui est au centre de ce débat, notamment celle d'Éric Bédard, coauteur du texte à l'origine du débat. Il s'agit d'une vision, pas simplement de

l'histoire politique et nationale, mais également de l'histoire tout court, clairement délimitée par certaines balises. Bédard n'est d'ailleurs pas le seul de la « nouvelle sensibilité » historienne à avoir cette perspective.

En guise d'exemple, un article récent de Xavier Gélinas dans l'ouvrage collectif portant sur l'héritage de [Duplessis](#), dirigé par lui-même et Lucia Ferreti, contient un passage où il affirme qu'il est certes intéressant de voir les études historiques inclure les apports théoriques d'auteurs comme Gadamer, Habermas ou Althusser, mais qu'une telle approche, plus proche de la démarche des politologues et des sociologues, n'est pas tellement appropriée pour l'historien puisqu'elle l'éloigne de son objet et de sa tâche, soit de bien comprendre les faits et les événements. On tient pour acquis que la théorie et l'approche multidisciplinaire nuisent à la compréhension historique, plutôt que l'inverse, perspective empiriste que l'on a pourtant longtemps reprochée aux historiens, et probablement avec raison, aux tenants de l'histoire sociale.

Bédard adopte les conclusions de ce court passage dans l'article de Gélinas. Il a eu l'occasion de présenter sa vision de l'histoire sur maintes tribunes, notamment dans son plus récent ouvrage *Recours aux sources*. Sa conférence d'ouverture au récent colloque [d'HistoireEngagee.ca](#) fut également éclairante à ce sujet. Bédard y a affirmé clairement sa vision de l'histoire, et non pas simplement de l'histoire politique ou nationale. L'histoire, disait-il en substance, a été corrompue par son contact avec les sciences sociales au XX^e siècle. L'histoire devrait s'en tenir à un empirisme désarmant : répondre à la simple question « Que s'est-il passé? » Pourtant toute la communauté historienne tente de répondre à cette question, et personne ne s'en contente, Bédard compris.

Devrait-on, pour revenir à la question des sciences sociales et de l'histoire, faire de l'histoire politique sans tenir compte des apports de la science politique, aujourd'hui? On sent qu'une partie de la position de Bédard vis-à-vis de l'histoire sociale s'explique par cette posture épistémologique : une nostalgie pour l'époque où l'histoire avait plus à voir avec les « humanités » qu'avec les sciences sociales. La discipline, désormais alimentée par les sciences sociales et la multidisciplinarité en général, est à l'image de l'histoire sociale. Peut-on remettre le dentifrice dans le tube, peut-on revenir à une époque où l'École des Annales n'avait pas encore connu l'impact qu'on sait sur la discipline? Si on s'attache à faire l'histoire du politique ou de la nation, doit-on le faire en oblitérant complètement l'apport substantiel des sciences sociales, bref, faire l'histoire comme on le faisait à l'époque de l'historien Lionel Groulx?

Il me semble que la multidisciplinarité est l'angle mort du débat. La position adoptée par l'histoire politique/nationale en est une de cloisonnement disciplinaire. Affirmer sans hésitations que Gérard Bouchard n'est pas un historien mais un sociologue, comme le font Bédard et D'Arcy dans leur rapport, parce que sa perspective historique comprend des éléments de sociologie, reflète bien cette position. On aurait facilement l'impression que l'histoire est réservée à un club très select, où même un historien de carrière, qui compte près de quatre décennies de pratique derrière la cravate, ne peut être considéré comme un « membre » à part entière.

Peut-être bien que l'histoire politique n'est plus autant enseignée dans les universités, peut-être que les projets de recherche des historiens « patentés » sont plus informés par le courant de l'histoire sociale, mais l'aspect politique du passé au Québec est-il inexploré pour autant? Peut-on véritablement exclure les travaux et les apports de chercheurs tels que

Martin Meunier, Jean-Philippe Warren, Louis Rousseau, Jean-Jacques Simard, Guy Rocher, Vincent Lemieux, Nicole Gagnon, Jacques Beauchemin, Stéphane Kelly, Gilles Gagné, Joseph Yvon Thériault, Guy Laforest, Eugénie Brouillette, Gilles Bourque, Daniel Jacques, parmi d'autres, parce qu'ils ne sont pas officiellement historiens? Sans parler de ces historiens dont la formation ne se limite pas l'histoire, tel évidemment Gérard Bouchard, mais également Denys Delage, ou encore Yves Gingras. Ces gens ne sont pas historiens (ou exclusivement historiens, dans les trois derniers cas), mais l'histoire (institutionnelle et politique!) fait partie de leurs préoccupations, et leur apport à l'historiographie est important. Ne pas tenir compte de ces travaux lorsque l'on évalue la situation de l'histoire politique/nationale, au nom de l'orthodoxie disciplinaire ou d'une conception nostalgique de la discipline, donne un portrait incomplet de la situation.

Les frontières disciplinaires ne sont pas rigides comme autrefois, on ne peut évacuer l'histoire des disciplines et les apports mutuels qui s'en sont suivi. La multidisciplinarité est loin d'appauvrir l'histoire, elle l'enrichit au contraire. Les tenants de l'histoire sociale, du moins les intervenants dans le débat, n'ont pas cette vision négative de l'histoire politique, ou encore des autres disciplines (voir le texte de D. Baillargeon).

Par ailleurs, un autre point mérite d'être souligné. Les intervenants de ce débat ne prennent jamais la peine de dissocier clairement la question de l'histoire politique et de l'histoire nationale. Les deux termes sont-ils aussi clairement indissociables? N'est-il pas possible de faire de l'histoire politique qui ne soit pas nationale? Et est-ce que l'histoire nationale est nécessairement ou obligatoirement nationaliste? Sans présumer de la réponse, il faudrait au moins réfléchir à la question.

On se sert souvent, dans le camp de l'histoire politique (et nationale), de l'œuvre de Fernand Dumont, comme le fait Bédard dans plusieurs de ses écrits: il s'agit vraisemblablement d'une influence sélective. On adopte aisément les propos de Dumont sur le nationalisme, la place de la mémoire dans la conscience historique, etc., mais, comme le rappelait récemment Martin Petitclerc, Dumont se préoccupait également de thématiques chères à l'histoire sociale, comme la pauvreté, les inégalités, les rapports de classes. D'autant plus qu'un rapide coup d'œil à l'œuvre de Dumont illustre assez vite que ses intérêts de recherche étaient loin de limiter à une seule discipline: philosophie, sociologie, théologie accompagnaient ses préoccupations historiques. Il ne s'agissait pas d'influences complètement séparées les unes des autres, mais bien d'intérêts qui se complétaient: dans tel ouvrage de sociologie, il est question de philosophie; là où Dumont évoque les questions religieuses, il utilise l'histoire pour alimenter son propos; les préoccupations philosophiques de Dumont se retrouvent dans la plupart de ses écrits.

À mon sens, le présent débat, qui oppose tenants de l'histoire politique minorisés face aux tenants de l'histoire sociale dont la perspective occuperait une trop grande place, illustre quelque chose de plus profond, soit l'état même de la discipline. La communauté historique, et plus spécifiquement les tenants de l'histoire politique, souhaitent-ils progresser, se nourrir de perspectives nouvelles et d'apports multidisciplinaires, ou encore cherche-t-on dans le propre passé de la discipline un âge d'or à reproduire? Certes, l'histoire politique ou nationale n'occupe peut-être pas assez de place, mais la voie dans laquelle on souhaite s'engager, celle d'une histoire politique sans liens avec l'histoire sociale, mais également isolée des sciences sociales, ralliera-t-elle les historiens de la plus jeune génération qui s'intéressent aux aspects politiques du passé?